

Résolution

des 3èmes Journées Internationales des Travailleuses et des Travailleurs

Linz/Autriche, 21 mai 2014

Depuis longtemps, des syndicats s'élèvent dans toute l'Europe contre la politique d'austérité de la majorité conservatrice-libérale dans les institutions de l'UE, et réclament un changement de cap politique. Nous en avons assez des économies drastiques dans le domaine social, de la limitation de droits fondamentaux syndicaux, par exemple en ce qui concerne la négociation de conventions collectives, et des pressions exercées contre les salaires minimum et les retraites.

Nous réclamons un arrêt de cette véritable chasse aux droits des salarié(e)s et des syndicats dans le cadre de la soi-disant lutte contre la crise. Nous refusons les accords de rigueur budgétaire convenus entre la Commission (UE) et les pays de l'Union européenne. Au sein de l'UE, les droits sociaux fondamentaux doivent prévaloir par rapport aux libertés économiques.

Au lieu de mesures d'austérité et de pressions sur les salaires et les prestations sociales, il faut une stratégie effective pour la croissance et l'emploi. Ceci signifie que nous avons besoin de toute urgence d'un renversement de vapeur, parce que nous sommes convaincus par le projet nommé Europe, mais aussi parce que nous ne pouvons pas accepter les errements actuels. Nous devons opposer un contre-modèle social à la politique actuelle de l'UE et un agenda social conforme à nos revendications

Lors des prochaines élections européennes, nous aurons la possibilité de décider l'orientation future de l'UE. Nos principales revendications que nous adressons au futur Parlement européen sont donc les suivantes :

1. **Assurer les investissements et créer de bons emplois avec un revenu équitable**

Le renforcement des investissements, la relance de la consommation et du pouvoir d'achat, de même que la lutte contre le chômage doivent figurer tout en haut de l'agenda. Nous avons besoin d'un renforcement de la base industrielle et de l'infrastructure de l'UE, ainsi que d'un programme d'investissements en faveur de la croissance et de l'emploi (à hauteur d'au moins 2 % du PIB de l'UE par an). Ceci englobe d'importants investissements pour des mesures sociales. C'est en particulier au travers de la lutte contre le chômage très élevé des jeunes - 25% des moins de 25 ans sont sans travail - qu'il s'agit de concrétiser la Garantie européenne pour la Jeunesse. Nous voulons une augmentation des moyens financiers destinés à ce programme, et que l'Europe se dote d'une politique active de relance, axée sur la demande (p.ex. plus de personnel dans le domaine des soins et de l'assistance, de la formation et de la recherche, des ateliers publics d'apprentissage, etc.). L'Europe a vocation à offrir des emplois de qualité, et non pas des conditions de travail précaires.

2. **Lutter contre le dumping salarial et social - et en faveur de standards minimum européens**

La concurrence entre les pôles économiques formés par les différents pays de l'UE s'effectue désormais surtout au détriment des travailleuses et des travailleurs. Ainsi, chaque Etat membre tente d'attirer chez lui les entreprises, en leur faisant miroiter moins d'impôts sur les sociétés ainsi qu'un nivellement par le bas des normes sociales. Ceci déclenche une spirale négative à laquelle nous pourrions uniquement échapper en fixant des normes harmonisées au plus haut niveau – et ceci sans qu'il soit question d'exceptions pour tel ou tel pays. Ceci implique également des salaires minimum pour tous, négociés avec les syndicats dans le cadre de conventions collectives. Par ailleurs, les salaires minimum fixés par la loi et en concertation avec les organisations syndicales peuvent être des mesures contre le dumping salarial et social créant ainsi le cadre nécessaire pour des revenus garantis et équitables pour les citoyennes et les citoyens en Europe. Les accords de libre-échange tel que le TTIP ne doivent pas ouvrir la voie au dumping salarial ou social.

3. Renforcer les services publics

L'approvisionnement en eau, l'assainissement des eaux usées, le traitement des déchets l'énergie, les transports, le contrôle du trafic aérien, les services postaux et de télécommunication, les institutions éducatives et culturelles, les services sociaux, la sécurité sociale et la santé publique, les logements sociaux, les projets destinés aux personnes ayant des besoins particuliers ainsi que l'élimination des déchets : les prestations d'intérêt général constituent un élément significatif d'une société solidaire ; elles forment l'une des pierres angulaires du modèle social européen et ne sauraient être privatisées. Elles doivent donc demeurer des services publics non soumis au droit de la concurrence de l'UE. Il s'agit aussi de revenir sur les décisions de privatisation. Il faut également que des critères sociaux contraignants soient pris en compte lors de la passation de marchés publics à des entreprises privées, avec application du principe du mieux-disant au lieu de celui du moins-disant.

4. Instituer des taxes et règles pour les banques et les marchés financiers

Il s'agit de mettre un terme à la course que se livrent les pays de l'UE en offrant des impôts sur les sociétés toujours plus bas. L'évasion fiscale ainsi que la fraude fiscale font perdre environ un billion d'euros à l'UE chaque année. Les bénéfices des entreprises doivent donc être imposés là, où ils ont été réalisés. La taxe sur les transactions financières - destinée à rendre les opérations spéculatives moins attrayantes - et des taux minimaux pour l'impôt sur les sociétés, de même qu'une harmonisation de l'assiette de l'impôt ont été reportés depuis trop longtemps. Il faut aussi agir dans le domaine de l'imposition du patrimoine. L'Union bancaire, avec une supervision européenne active des marchés financiers, doit permettre d'assurer que des banques au bord de la faillite ne puissent plus déstabiliser l'économie. A cet effet, il faut continuer à lutter contre la force considérable du lobby financier et à développer des réglementations jusqu'à ce que chaque acteur et chaque produit des marchés financiers - y compris dans le domaine des banques de l'ombre (fonds spéculatifs, fonds du marché monétaire et entités ad hoc) soit réglementé.

L'UE doit axer sa politique sur les besoins des citoyennes et des citoyens. Pour pallier aux carences qui se présentent sur le chemin de cette nouvelle Europe différente,

- ✓ nous avons besoin d'un Parlement UE où devront être appuyées les forces qui s'engagent en faveur d'un véritable changement de cap.
- ✓ La majorité conservatrice-libérale qui existe depuis longtemps au Parlement UE ainsi que dans d'autres institutions européennes doit enfin être brisée.
- ✓ Les populistes de droite, qui prônent le repli national, doivent être contenus.

Les intentions des néolibéraux et des nationalistes vis à vis des travailleuses et des travailleurs en Europe ne sont pas louables. Leurs solutions ne feront qu'accroître la concurrence entre les pôles économiques, renforcer le dumping fiscal, salarial et social, et augmenter la pression exercée par les groupes transnationaux.

Ce dont nous avons besoin, c'est plus d'Europe, d'une autre Europe. L'UE doit continuer à se développer pour parvenir à une Union sociale. Cela ne peut aboutir que si chacun s'engage en faveur de ce changement en Europe.

D'abord l'être humain, ensuite les marchés !

